

**Conseil économique et social**Distr. générale
9 septembre 2024Français
Original : anglais**Commission économique pour l'Afrique****Commission africaine de statistique**

Neuvième session

Addis-Abeba, 30 octobre-1^{er} novembre 2024

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Programme de statistique de la Commission économique pour l'Afrique :
questions statutaires.****Rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme africain sur les statistiques
générées****I. Introduction**

1. Les statistiques générées apportent la preuve de la nécessité pour les décideurs de prendre des décisions éclairées et d'évaluer l'efficacité des politiques et programmes de développement, y compris les progrès enregistrés dans la voie de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Compte tenu du rôle important joué par les statistiques générées pour l'exercice des droits humains et la réalisation des programmes de développement, les parties prenantes sur tout le continent africain ont encouragé encore plus la production et l'utilisation de statistiques de qualité aux niveaux national et régional.

2. À cette fin, la Commission africaine de statistique a créé en 2008 le Groupe des États d'Afrique sur les statistiques générées, chargé d'apporter soutien et conseil en ce qui concerne les questions, les besoins et les problèmes liés aux statistiques générées, les stratégies de réduction de la pauvreté et les programmes mondiaux de développement dans la région. Le secrétariat du Groupe est assuré par la Commission économique pour l'Afrique. En 2012, le Groupe a élaboré un programme régional sur les statistiques générées, le programme africain sur les statistiques générées, qui a été approuvé par la Commission africaine de statistique à sa troisième session en 2012. La Commission de statistique a chargé le Groupe de coordonner les efforts de mise en œuvre du programme africain sur les statistiques générées et de rendre compte des progrès accomplis à chacune de ses sessions. La Commission de statistique met actuellement en œuvre la troisième phase du programme (2022-2026), élaboré conjointement par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Banque africaine de développement et la CEA. Elle s'appuie sur la mise en œuvre du programme au cours des première et deuxième phases, ainsi que sur les programmes existants et prévus des institutions membres du Groupe.

* E/ECA/STATCOM/9/2024/1/Rev.1.



3. Le présent rapport met en lumière les activités entreprises par les institutions membres dans le cadre de la mise en œuvre du programme africain sur les statistiques genrées au cours de la période octobre 2022-octobre 2024.

II. Mise en œuvre du Programme africain sur les statistiques genrées

4. On trouvera dans les sections suivantes une description des activités entreprises aux niveaux régional et national dans le cadre de la mise en œuvre du programme africain sur les statistiques genrées, y compris les partenariats institutionnels et la coordination ; le renforcement des capacités et la recherche ; l'établissement de rapports, l'archivage et la diffusion ; et la sensibilisation.

A. Partenariats et coordination à l'échelle régionale

5. Le Forum régional sur les statistiques genrées est organisé chaque année pour coordonner toutes les activités relatives aux statistiques genrées en Afrique. Dans le cadre du Forum, la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, la CEA et ONU-Femmes ont collaboré pour renforcer les capacités des bureaux nationaux de statistique, des ministères chargés des questions relatives à l'égalité des sexes et des directions de l'égalité des sexes des communautés économiques régionales dans le cadre de la production et de l'utilisation de données sur le genre. Les éditions annuelles du forum donnent la possibilité d'harmoniser et de renforcer la collecte, la diffusion et l'utilisation de statistiques genrées dans la région, en fonction des domaines thématiques. Les quatre organisations susmentionnées, en partenariat avec la plateforme de collaboration technique et de sensibilisation Data2X et le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, ainsi qu'avec les Gouvernements du Botswana et du Maroc, ont organisé les cinquième et sixième éditions du Forum à Casablanca (Maroc) (7-11 novembre 2023) et à Gaborone (8-12 juillet 2024), respectivement.

6. Au cours de la période allant du 1^{er} novembre 2023 au 31 janvier 2024, ONU-Femmes, la CEA et le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle ont mené à bien une évaluation des déficits de données sur le genre et les lacunes en matière de capacités à la Commission de l'Union africaine. À la lumière de cette évaluation, il a été recommandé, entre autres, que la Commission africaine de statistique joue un rôle plus important dans la mise en œuvre du programme africain sur les statistiques genrées et que les capacités internes de la Commission de l'Union africaine en matière de statistiques genrées soient renforcées.

7. Les activités relatives aux statistiques genrées d'ONU-Femmes reposent sur le programme de l'entité « Making Every Woman and Girl Count » (Pour que chaque femme et chaque fille comptent). Au cours de la période visée par le présent rapport, le projet régional africain du programme « Les femmes comptent » a apporté une aide technique et financière à cinq pays pionniers de la région dans le domaine des statistiques genrées : le Cameroun, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal¹. Une aide dans le domaine des

¹ Le programme « Les femmes comptent » est déployé en premier lieu dans les pays dits « pionniers » où, dans le cadre du processus de mise en œuvre, il élabore des méthodes pouvant être reproduites sous forme d'apprentissage Sud-Sud et étendues aux pays qui souhaitent intensifier leurs travaux consacrés aux données sur le genre et aux statistiques genrées.

statistiques genrées a également été apportée à 16 autres pays de la région : Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Ghana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud et Zimbabwe. Le projet régional du programme « Les femmes comptent » est entré dans sa deuxième phase en janvier 2022 et s'appuiera sur les initiatives lancées au cours de la première phase, tout en élargissant sa portée pour apporter un soutien à un plus grand nombre de pays qui n'étaient pas couverts jusqu'à présent. Les travaux prévus pour la deuxième phase s'articuleront autour des trois résultats suivants : le renforcement de l'environnement propice à la production et à l'utilisation de statistiques genrées ; l'intensification de la production de statistiques genrées ; l'amélioration de l'accessibilité et de l'utilisation des données.

8. En 2023 et 2024, ONU-Femmes a appuyé des évaluations utilisant le module handicap de l'enquête sur la main-d'œuvre du Washington Group et de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que les systèmes de données administratives sur la criminalité et la violence fondée sur le genre à Djibouti, au Lesotho et en Somalie ; des évaluations des déficits de données sur le genre et des lacunes en matière de capacités dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité dans tous les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et aussi cinq nouvelles évaluations des systèmes de statistiques genrées en République centrafricaine, au Liberia, au Mali, au Niger et au Nigéria. Ces évaluations ont mis en évidence des problèmes similaires : l'incapacité de produire, d'analyser et de diffuser des statistiques genrées ; le manque d'intégration des statistiques genrées dans les systèmes nationaux de statistique ; et la nécessité de mieux utiliser ces informations, que ce soit par les décideurs politiques, la société civile ou même les chercheurs aux fins d'une analyse plus approfondie.

9. En 2024, le programme « Les femmes comptent » a également aidé le Groupe de Praia pour l'étude des statistiques de gouvernance à réaliser une évaluation à l'échelle du continent des systèmes de données administratives liés à la discrimination et à l'inégalité. Le rapport de synthèse de l'évaluation contient des sous-sections sur les systèmes de données en Afrique du Nord, en Afrique occidentale et Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et dans deux pays lusophones. L'évaluation servira de base à l'élaboration de documents directifs sur les données administratives dans les domaines de la discrimination et de l'inégalité, qui seront intégrés au manuel du Groupe de Praia.

10. En ce qui concerne le renforcement de la coordination statistique et l'intégration de la dimension de genre dans les systèmes nationaux de statistique, ONU-Femmes a aidé l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal à élaborer l'ensemble minimum d'indicateurs de genre du pays et le Mozambique à mettre en place le tout premier groupe de travail sur les statistiques genrées du pays, chargé de coordonner la mobilisation des ressources dans le domaine des statistiques genrées.

11. Afin d'intégrer la dimension de genre dans la planification statistique nationale, le programme « Les femmes comptent » a appuyé l'intégration des statistiques genrées dans le quatrième plan national de développement du Kenya, pour la période 2023-2027, avec un plan sectoriel consacré au genre, à la jeunesse et aux groupes vulnérables qui donne la priorité aux données et à la recherche sur le genre. La nouvelle politique concernant la participation des deux sexes au développement de la République-Unie de Tanzanie comprend une section sur les statistiques genrées, mise en place avec le soutien d'ONU-Femmes. Le Soudan du Sud a élaboré sa toute première stratégie relative aux statistiques genrées, pour la période 2023-2033, avec le soutien du Marché commun de l'Afrique orientale et

australe (COMESA) et d'ONU-Femmes, dans le but d'établir un cadre institutionnel pour les statistiques genrées, d'améliorer la production et l'utilisation de ces statistiques et d'en garantir la qualité. Au Niger, au Nigéria et au Sénégal, ONU-Femmes a encouragé l'intégration de la dimension de genre dans les plans de développement des statistiques des pays.

12. Une communauté de pratique sur les données sur le genre et statistiques genrées en Afrique de l'Est et en Afrique australe a été créée et sa liste de diffusion compte plus de 230 membres. La communauté organise des réunions en ligne tous les trimestres, réunissant un grand nombre d'utilisateurs et de producteurs de statistiques genrées, et permet l'apprentissage et l'échange entre pairs et l'introduction des meilleures pratiques statistiques régionales et internationales auprès d'un large public.

13. En 2022, en collaboration avec les commissions régionales et le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des statistiques genrées, la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales a réalisé une enquête mondiale sur les programmes nationaux de statistiques genrées dans le cadre des priorités de travail du Programme mondial de statistiques genrées. Les principaux objectifs de l'enquête étaient de mesurer les progrès accomplis dans la production et l'utilisation de statistiques genrées dans les pays depuis 2012, date à laquelle une enquête similaire avait été réalisée ; d'évaluer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la production de statistiques genrées ; d'obtenir des informations sur l'intégration ou non de la perspective de genre dans les systèmes statistiques nationaux et sur la manière dont cette intégration se fait ; de recenser les meilleures pratiques correspondantes et les difficultés rencontrées dans les pays ; d'évaluer la pertinence et l'incidence de l'action de l'ONU et de ses partenaires dans ces domaines ; et d'orienter les travaux futurs du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des statistiques genrées dans le cadre du Programme mondial de statistiques genrées.

14. La quatorzième tranche du projet du Compte pour le développement sur les statistiques et les données, conçu pour renforcer la résilience et l'agilité des systèmes statistiques nationaux afin de répondre aux nouveaux besoins en matière de données économiques, sociales et environnementales en temps de crise et de catastrophe, a débuté le 1^{er} avril 2022 et s'achèvera le 30 juin 2025. La Division de statistiques met en œuvre le projet en collaboration avec les cinq commissions régionales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le projet s'articule autour de six axes de travail, dont l'un porte sur la mesure de la discrimination sociale et la discrimination fondée sur le genre et se déroule en deux phases. Au cours de la première phase, désormais achevée, les pays ont été informés des méthodes et des bonnes pratiques disponibles pour mesurer la violence fondée sur le genre, l'accent étant mis sur les meurtres de femmes et de filles liés au genre. Au cours de la deuxième phase, une aide est actuellement apportée à certains pays pour mesurer les féminicides et adopter des méthodes innovantes permettant de suivre ce phénomène.

15. La douzième tranche du projet du Compte pour le développement sur la proportion de femmes dans le commerce intitulé *Gender data and statistics for more gender-responsive trade policies in Africa, the Caucasus and Central Asia* (Données et statistiques genrées pour des politiques commerciales tenant davantage compte des questions de genre en Afrique, dans le Caucase et en Asie centrale) est mise en œuvre conjointement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la CEA et la Commission économique pour l'Europe. Dans le cadre du projet, au cours de la période allant de janvier 2020 à juin 2023, une

approche cohérente a été mise au point pour mesurer l'incidence du commerce sur l'égalité des genres et analyser les implications connexes de la COVID-19 en utilisant les statistiques officielles et en s'appuyant sur les données statistiques existantes et les capacités des pays.

16. La CEA et la Banque africaine de développement travaillent en partenariat à la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités concernant les statistiques genrées et de systèmes de suivi et d'évaluation dans quatre pays : Burundi, Mozambique, Soudan du Sud et Zimbabwe. Le projet vise à renforcer la programmation tenant compte des questions de genre dans les quatre pays bénéficiaires, contribuant ainsi à un développement inclusif. Le délai de mise en œuvre initial de 2022-2024 a été prolongé jusqu'à la fin de 2025.

17. Fondé en 2019, le Réseau de données sur le genre est une initiative conjointe de la CEA, de Data2X et d'Open Data Watch. Elle est conçue pour rehausser la qualité des données sur le genre produites afin d'assurer un lien plus étroit avec la demande, d'améliorer la communication et la diffusion des données sur le genre et d'encourager l'utilisation des données sur le genre dans les pays participants. Pour faciliter davantage le renforcement des capacités des pays et les échanges interrégionaux, le Réseau a été élargi au Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle et à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Il compte aujourd'hui plus de 40 membres d'Afrique et de la région Asie-Pacifique, dont la Chine, l'Inde et l'Indonésie. En 2023, les membres africains du Réseau se sont réunis en personne à l'occasion de la cinquième session du Forum africain sur les statistiques genrées à Casablanca (Maroc), où ils ont appris de l'expérience des autres et partagé leurs meilleures pratiques. Les membres ont également participé à divers ateliers et événements de renforcement des capacités en ligne et ont été invités à prendre la parole à la quatrième édition du Forum mondial des Nations Unies sur les données, en 2023.

18. ONU-Femmes, la CEA et la Banque africaine de développement ont établi en collaboration un ensemble minimum d'indicateurs de genre à l'échelle mondiale pertinents au regard du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine et du Programme 2030. Cet ensemble d'indicateurs est destiné à servir de guide pour déterminer la priorité à donner à la collecte des différents indicateurs en Afrique, joue un rôle important pour l'élaboration par les pays africains de leur propre ensemble minimum d'indicateurs de genre faisant partie intégrante de leurs cadres et plans des statistiques genrées, et facilite l'harmonisation des initiatives en cours aux échelons régional et sous-régional sur les indicateurs.

19. Les métadonnées de l'ensemble minimum d'indicateurs de genre ont été validées par les représentants des organismes nationaux de statistique au Forum africain sur les statistiques genrées en juillet 2022 et à la huitième session de la Commission africaine de statistique en 2022. Le COMESA a évalué la disponibilité des données pour un ensemble minimum d'indicateurs de genre pour ses États membres, en vue d'adopter le cadre aux fins de l'établissement de rapports sur le genre.

20. La Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la CEA et ONU-Femmes, a élaboré la grille de résultats concernant la parité des sexes en Afrique en 2015. La grille de résultats est un mécanisme simple et convivial conçu pour fournir à la Commission de l'Union africaine et aux États membres de l'Union africaine des outils de mise en œuvre, de suivi et de responsabilisation pour atteindre les principaux objectifs de l'Agenda 2063 concernant les aspects liés au genre. L'Observatoire du genre de l'Union africaine a été créé en 2018 et a été

remanié au cours de la période 2021-2022 pour mieux choisir les indicateurs liés à la violence fondée sur le genre, dans le cadre du programme régional africain de l'initiative Spotlight. Cet effort de collaboration, associé à l'appui technique fourni à la Commission de l'Union africaine, a permis d'inclure systématiquement des données sur la violence à l'égard des femmes et des filles, la violence sexuelle et fondée sur le genre et les pratiques préjudiciables, ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, comme le demandent et le prescrivent les instruments de l'Union africaine relatifs aux droits des femmes, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Les travaux sur l'observatoire sont en cours, avec la révision des indicateurs liés à l'autonomisation des femmes.

21. Le Groupe des États d'Afrique sur les statistiques genrées, dont l'objectif premier est de suivre la mise en œuvre du programme africain sur les statistiques genrées et de fournir des orientations stratégiques à ses partenaires de mise en œuvre, a été renforcé grâce à l'adoption d'une nouvelle structure. Les nominations et les élections des nouveaux membres du bureau du Groupe ont eu lieu à la cinquième session du Forum africain sur les statistiques genrées au Maroc. Les nouveaux membres du bureau ont été élus comme suit : le Kenya comme président ; le Bénin en tant que vice-président ; la Zambie en tant que secrétaire ; et le Cameroun et le Maroc en tant que rapporteurs. Les membres du Groupe ont également révisé le mandat du Groupe et celui-ci est actuellement en attente d'approbation par la Commission africaine de statistique à sa neuvième session. En juin 2024, la CEA et la Commission de l'Union africaine ont proposé d'intégrer le Groupe africain sur les statistiques genrées en tant que sous-groupe du Groupe technique spécialisé sur la démographie, la migration, la santé, le développement humain, la protection sociale et le genre.

B. Renforcement des capacités et recherche

22. Un grand nombre de mesures de formation ont été prises, tant au niveau régional que national ; du matériel de formation a été élaboré ; une aide sur les plans technique, consultatif et financier a été apportée et des recherches ont été menées dans des domaines méthodologiques et thématiques, comme indiqué ci-dessous.

1. Formations au niveau régional

23. La cinquième édition du Forum africain sur les statistiques genrées s'est tenue à Casablanca (Maroc), du 7 au 11 novembre 2023. Elle a été organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la CEA, ONU-Femmes, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle et le Haut-commissariat marocain au Plan. Elle a porté sur l'accélération des progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable grâce à l'utilisation de statistiques genrées. Le forum a réuni principalement des statisticiens et des spécialistes des questions de genre des organismes nationaux de statistique et des bureaux chargés des questions de genre des différents pays et a permis d'examiner les moyens de mieux utiliser les ressources limitées et les contraintes de temps.

24. La sixième édition du Forum africain sur les statistiques genrées s'est tenue à Gaborone du 8 au 12 juillet 2024, sous les auspices de la CEA et en partenariat avec la Banque africaine de développement, la Communauté de développement de l'Afrique australe, ONU-Femmes et le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. Elle avait pour thème « Pooling gender statistics: Financing the numbers that make women and girls count » (Mise en commun des statistiques genrées : Financer les chiffres qui font que les femmes et les filles

comptent). Le forum a rassemblé des utilisateurs, des producteurs et des spécialistes de l'analyse des politiques et des statistiques genrées de toute l'Afrique pour mettre en commun les dernières innovations et les meilleures pratiques liées aux statistiques genrées et engager une concertation. Il a été l'occasion d'établir un lien entre le financement des statistiques genrées pour accélérer les progrès sur la voie de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en 2025, notamment dans le cadre du suivi du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont également apporté leur contribution au forum, en fournissant des informations sur leurs travaux sur l'éducation et les statistiques genrées.

25. En ce qui concerne l'exploitation des processus d'entreprise automatisés pour la diffusion et la communication des recensements et l'élaboration d'une boîte à outils pour la diffusion et la communication des recensements, le Centre africain de statistique de la CEA, le Kenya National Bureau of Statistics (l'organisme kenyan de statistique), le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et australe d'ONU-Femmes et le Bureau régional d'Afrique de l'Est et australe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont collaboré pour encourager l'automatisation de certains des processus d'analyse associés, liés aux recensements, ainsi que la diffusion et l'utilisation de ces produits. Un atelier de formation de quatre jours s'est tenu du 12 au 15 septembre 2023 à Nairobi. Il a réuni des statisticiens et des spécialistes des technologies de l'information et des communications des organismes nationaux de statistique des pays dans lesquels des recensements avaient été effectués récemment et où l'analyse des données était en cours.

26. Une réunion consultative régionale des parties prenantes sur l'intégration de l'équité de genre dans les registres et statistiques de l'état civil en Afrique a été organisée par la CEA en partenariat avec l'organisation mondiale de santé publique Vital Strategies et le Ministère rwandais du genre et de la promotion de la famille à Kigali, du 22 au 24 mars 2023. L'atelier a été l'occasion d'examiner les principales priorités dans le cadre des travaux visant à intégrer une perspective de genre dans l'enregistrement des faits d'état civil et statistiques de l'état civil. La réunion avait également pour but de résoudre les problèmes auxquels se heurtaient les États africains dans la production, l'analyse, la diffusion et l'utilisation des statistiques de l'état civil liées au genre.

27. Une série de webinaires sur la mesure de la violence fondée sur le genre en Afrique, en Asie et en Europe a été organisée par la CEA en partenariat avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime du 15 au 17 mai 2023. L'objectif principal des webinaires était d'améliorer les connaissances et la capacité des participants d'optimiser l'utilisation des données d'enquête et des données administratives pour le suivi de la violence fondée sur le genre.

28. Un atelier régional consacré à la mesure des statistiques sur la proportion de femmes dans le commerce pour le projet du Compte pour le développement intitulé « Vers un cadre pour mesurer la proportion de femmes dans le commerce dans les statistiques officielles en Afrique » s'est tenu en septembre 2023 à Johannesburg (Afrique du Sud). L'atelier a mis l'accent sur l'importance de la collecte et de l'utilisation de statistiques sur la proportion de femmes dans le commerce afin d'améliorer l'élaboration des politiques en Afrique. Il a été organisé par le Centre africain de statistique et la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et

le développement et la Commission économique pour l'Europe. Les résultats obtenus dans six pays pilotes (Cameroun, Géorgie, Kazakhstan, Kenya, Sénégal et Zimbabwe) qui ont participé à la mise en relation des microdonnées commerciales et non commerciales dans leur pays ont été examinés, ainsi que le recensement de stratégies sur la façon d'améliorer la collecte de données dans les statistiques sur la proportion de femmes dans le commerce.

29. La Direction Femmes, Genre et Jeunes de la Commission de l'Union africaine a organisé la huitième session du Comité technique spécialisé sur le genre et l'autonomisation des femmes du 8 au 13 novembre 2023. Les ministres chargés du genre et des affaires féminines ainsi que leurs experts ont participé à la réunion et ONU-Femmes a présenté un exposé sur les statistiques genrées et les statistiques sur les jeunes sur le continent. La réunion a mis l'accent sur l'examen des progrès accomplis et de l'évolution de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

2. Formations au niveau national

30. Une série d'ateliers nationaux destinés à mesurer les statistiques sur la proportion de femmes dans le commerce international a été organisée par la CEA en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Commission économique pour l'Europe, dans le cadre de la douzième tranche de la mise en œuvre du projet de Compte pour le développement. Des ateliers ont été organisés à Yaoundé les 4 et 5 mai 2023 ; Nairobi, les 23 et 24 mars 2023 ; Dakar, les 17 et 18 avril 2023 ; et Harare les 5 et 6 avril 2023. L'objectif principal des ateliers nationaux était d'évaluer la disponibilité de statistiques officielles sur la proportion de femmes dans le commerce, y compris les activités relatives au commerce transfrontière informel à petite échelle.

31. Dans le cadre de la formation nationale sur l'ouverture des données sur le genre, l'organisation Open Data Watch a collaboré avec la Banque africaine de développement et le COMESA pour apporter une aide ciblée et dispenser une formation sur les concepts de données ouvertes aux organismes nationaux de statistique de la région, en mettant particulièrement l'accent sur l'ouverture des données sur le genre. Open Data Watch a organisé cinq ateliers entre juillet et août 2023 sur les problèmes posés par les données ouvertes dans les statistiques officielles ; les lacunes dans la couverture des statistiques sociales, des données économiques et des données environnementales, recensées par l'Open Data Inventory ; et les lacunes dans les formats ouverts, les métadonnées et la délivrance de licences. Des ateliers ont été organisés et des plans d'action associés ont été élaborés pour le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, la République centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal, la Tunisie et la République-Unie de Tanzanie.

32. Le projet de renforcement des capacités concernant les statistiques genrées et les systèmes de suivi a pour but de contribuer à l'amélioration de la planification du développement en fournissant des statistiques genrées aux décideurs. Le projet a été lancé en 2022 et se poursuivra jusqu'à la fin de 2025. Les travaux sur l'intégration des questions de genre dans les systèmes d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil se poursuivent, avec la formation de statisticiens et de spécialistes des questions de genre au Burundi (28 août-1er septembre 2023) et au Soudan du Sud (4-8 septembre 2023) en vue de la réalisation d'une évaluation complète de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil. Au Mozambique et au Zimbabwe, des statisticiens ont été formés à la méthode à adopter pour réaliser des enquêtes sur les budgets-temps. Au Zimbabwe, un rapport thématique sur le genre a été produit et sera validé à la fin de 2024. Une stratégie relative aux questions de genre pour les systèmes statistiques nationaux au niveau

régional africain est en cours d'élaboration et la mise en place de systèmes de suivi des questions de genre est en cours dans les quatre pays susmentionnés.

33. La Section de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes de la CEA a dispensé une formation au Lesotho et au Zimbabwe en vue de la mise en œuvre de leurs évaluations de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique en 2023. Les séances de formation étaient fondées sur la note technique consacrée à l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique mis au point par la CEA en 2021.

34. ONU-Femmes a contribué au renforcement des capacités concernant les statistiques genrées dans la région grâce à l'organisation de plus de vingt ateliers de formation dans 16 pays entre janvier 2023 et juillet 2024. Au total, 2 987 personnes ont participé à ces formations, couvrant une série de sujets, tels que l'acquisition d'une culture des données sur le genre ; l'économie des services à la personne et l'importance de produire des comptes satellites des ménages pour mesurer la valeur du travail non rémunéré dans le produit intérieur brut ; les compétences en matière de communication et d'utilisation des données sur le genre ; la formation aux tests cognitifs du module de questionnaire sur la santé mentale du Washington Group ; et l'assurance de la qualité des systèmes de données administratives.

35. Le Réseau de données sur le genre a organisé des événements en ligne à l'intention de ses membres et des collègues intéressés au sein de l'organisme national de statistique, groupés en trois séries thématiques. Chaque série comprend un ensemble de brèves séances de formation interactive dispensée en ligne :

a) Une série sur les données sur le genre et la technologie (juin et juillet 2023) ;

b) Une série sur les outils pour comprendre et améliorer les systèmes nationaux de données sur le genre (septembre et octobre 2023) ;

c) Une série sur l'utilisation des données sur le genre, couvrant les thèmes suivants : les moyens de donner à la société civile les moyens d'améliorer la production et l'utilisation des données sur le genre (22 juin 2023) ; la façon dont les gouvernements africains peuvent tirer parti des données sur le genre au service du développement (15 février 2024) ; et l'établissement de liens : comprendre l'utilisation des données sur le genre (24 et 25 juin 2024).

3. Matériel de formation

36. Le programme de formation aux statistiques genrées mis au point par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique d'ONU-Femmes et adapté en Afrique par les bureaux sous-régionaux africains de l'entité a été traduit en français et sera mis à disposition de tous dans la base de données de référence du programme Les femmes comptent en septembre 2024.

37. En partenariat avec l'Administrative Data Collaborative, ONU-Femmes a mis au point un matériel de formation destiné à améliorer la qualité des données administratives. Ce matériel a été utilisé pour former le personnel des organismes nationaux de statistique et des ministères, départements et administrations au Kenya, en Éthiopie, au Mozambique et au Soudan du Sud. Il devrait améliorer la qualité des données administratives utilisées pour établir des rapports sur le statut des femmes et des hommes, entre autres. Le matériel est en cours de révision afin de l'aligner sur le *Manuel des cadres nationaux d'assurance de la qualité des Nations Unies en statistique officielle*, qui vient d'être achevé.

38. En ce qui concerne la communication des données sur le genre, ONU-

Femmes a mis à jour et adapté le matériel de formation sur ce processus à l'intention des décideurs de niveau intermédiaire. Le matériel a été utilisé au Kenya pour former 36 statisticiens et décideurs kenyans dans le cadre de séances d'apprentissage interactif et entre pairs, ainsi que 15 membres de l'équipe de pays des Nations Unies au Zimbabwe.

39. En partenariat avec la Communauté de développement de l'Afrique australe, ONU-Femmes a organisé, du 21 au 25 juin 2024 à Lusaka, un cours de formation à l'intention de 89 personnes représentant 15 États membres de la Communauté dans les enquêtes sur l'inclusion financière avec une forte prise en considération des questions de genre. L'atelier a débouché sur l'élaboration d'une boîte à outils de formation à l'inclusion financière, afin de normaliser et de suivre régulièrement les enquêtes sur l'inclusion financière en Afrique de l'Est et en Afrique australe. L'organisation indépendante FinMark Trust examine actuellement la boîte à outils, en vue d'un coparrainage avec ONU-Femmes et la Communauté de développement de l'Afrique australe à des fins de publication, une fois qu'elle aura été approuvée par les États membres de la Communauté.

4. Appui technique, consultatif et financier

40. L'ONU-Femmes a contribué, sur les plans financier et technique, à la mise au point et à l'amélioration des mécanismes et systèmes de statistiques genrées en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

41. L'Institut panafricain de statistique a élaboré quant à lui le mandat d'une mission de consultant visant à appuyer l'élaboration de lignes directrices sur les statistiques genrées. Le mandat sera présenté pour approbation au Comité des directeurs généraux des organismes nationaux de statistique des États membres de l'Union africaine à sa réunion à Banjul en décembre 2024.

42. Open Data Watch et Data2X ont collaboré à la mise au point de l'outil Building Responsive Investments in Data for Gender Equality (Investir en tenant compte des questions de genre dans les données pour l'outil sur l'égalité des sexes), connu sous le nom d'outil BRIDGE, qui permet aux pays de comprendre le niveau de maturité actuel de leur système de données sur le genre, de diagnostiquer leurs points forts et leurs points faibles et de recenser les améliorations possibles à apporter en priorité. Les résultats serviront à l'élaboration d'une feuille de route ou d'un plan d'action élaboré en collaboration avec les principales parties prenantes du système statistique national. Open Data Watch a testé dans le cadre de projets pilotes l'outil BRIDGE avec des coordonnateurs pour les données sur le genre au Ghana, au Kenya et en Sierra Leone en 2022 et a ensuite travaillé avec le groupe de réflexion Local Development Research Institute, ayant son siège à Nairobi, pour étendre l'adoption et l'utilisation de l'outil dans cinq pays (Lesotho, Malawi, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zambie) en 2023.

5. Recherche méthodologique

43. En ce qui concerne la recherche méthodologique, ONU-Femmes, en partenariat avec la CEA, la Division de statistique et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a mis au point une boîte à outils proposant des méthodes qui peuvent être utilisées pour lier les données provenant de différentes sources de données, afin d'accroître l'interopérabilité de divers jeux de données. Cela permettra d'améliorer l'analyse intersectionnelle des données et la capacité des utilisateurs de données de créer des approches plus ciblées pour atteindre les femmes et les filles qui sont les plus laissées pour compte. Une formation à l'utilisation de la boîte à outils a été dispensée au Kenya et au Zimbabwe et des ateliers similaires sont prévus en Afrique du Sud et en Éthiopie.

6. Recherche thématique

44. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la CEA et la Commission économique pour l'Europe ont élaboré ensemble un cadre permettant de compiler et d'analyser les données relatives à la proportion de femmes dans le commerce en Afrique. La CEA a adapté le cadre pour tenir compte des réalités du contexte africain.

45. En partenariat avec l'association kenyane du Réseau international d'organisations féminines communautaires (GROOTS Kenya), ONU-Femmes a mis au point une boîte à outils de données sur le genre dans le but de fournir des orientations et de concevoir des stratégies pour promouvoir l'adoption et l'utilisation de données sur le genre et de statistiques genrées afin d'éclairer la politique, la sensibilisation, la planification, la recherche et la responsabilité en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

46. En 2023, Open Data Watch a lancé le Gender Data Compass, une nouvelle ressource qui fournit des informations sur les systèmes nationaux de données sur le genre et leur environnement porteur. Elle documente la disponibilité actuelle et l'ouverture de 53 indicateurs de genre importants dans plus de 180 pays et complète ces informations par une évaluation qualitative des structures de gouvernance, du paysage financier et de la capacité technique des pays.

47. Entre septembre 2022 et septembre 2024, la Banque africaine de développement, en collaboration avec ONU-Femmes, a élaboré des rapports sur les profils de pays en matière d'égalité des genres à l'intention des pays suivants : Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, République démocratique du Congo et Somalie. En outre, cinq profils de pays en matière d'égalité des genres (Éthiopie, Mali, Maroc, Nigéria et République-Unie de Tanzanie) sont en cours de finalisation afin d'éclairer les documents de stratégie par pays et les documents de stratégie d'intégration régionale de la Banque. La production des profils de pays en matière d'égalité des genres est l'occasion de renforcer les capacités des pays, d'évaluer leurs systèmes statistiques nationaux en matière d'égalité des genres, de sensibiliser les pays aux progrès et aux lacunes en matière d'égalité des sexes, de renforcer les systèmes de suivi et de fournir des éléments probants permettant d'éclairer les priorités stratégiques et d'intensifier la programmation respectueuse de l'équité de genre afin de faire progresser le programme de développement.

48. La CEA, la Banque africaine de développement et ONU-Femmes ont commencé à élaborer la deuxième édition de l'Indicateur des inégalités entre les sexes en Afrique. L'objectif de l'indicateur est de dresser un panorama complet de la situation en matière d'égalité des sexes en Afrique, en soulignant les progrès accomplis pour combler les inégalités fondées sur le genre dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'emploi, la participation à la vie politique et les rôles de direction et d'impulsion. L'indicateur devrait également faciliter l'intégration des questions de genre dans les processus de planification par les États africains afin d'accélérer les progrès visant à atteindre les objectifs d'égalité des sexes et à ne laisser personne de côté, conformément au Programme 2030, à l'Agenda 2063 et aux cadres applicables relatifs aux droits de l'homme. Les résultats ont été validés par la cinquième édition du Forum africain sur les statistiques genrées, précédée par des réunions régionales en ligne pour la validation des données sur l'Indicateur des inégalités entre les sexes en Afrique et le calcul de leur indicateur, tenues en marge de la neuvième édition du Forum mondial sur les statistiques genrées. En outre, le projet de rapport 2023 de l'Indicateur des inégalités entre les sexes en Afrique a été examiné et validé à l'occasion de la sixième édition du Forum africain sur les statistiques genrées.

49. La CEA, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ONU-Femmes et l'Agence nationale de la statistique du Sénégal, en collaboration avec d'autres parties prenantes, mettent en œuvre la deuxième partie de la quatorzième tranche du projet du Compte pour le développement, dans le but d'aider certains pays à mesurer les meurtres de femmes et de filles liés au genre et à adopter des méthodes novatrices permettant de suivre ce phénomène. L'étude s'appuie sur les travaux menés à l'échelle mondiale par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et sur des initiatives régionales connexes visant à surveiller les meurtres de femmes commis par leurs partenaires intimes ou des membres de leur famille, ainsi que sur la poursuite de la mise en œuvre du cadre statistique permettant de mesurer les meurtres de femmes et de jeunes filles liés au genre.

50. Le programme « Les femmes comptent » a apporté une aide technique et financière pour tester l'enquête sur les budgets-temps élaborée par l'Organisation internationale du Travail au Malawi, ainsi qu'une formation pour le lancement de l'enquête. L'enquête devrait être achevée au quatrième trimestre 2024 et ONU-Femmes continuera d'apporter son soutien tout au long de la phase d'analyse et de rédaction du rapport. Au Zimbabwe, ONU-Femmes et la CEA apporteront un soutien similaire, qui débutera au quatrième trimestre 2024, le rapport devant être achevé en 2025. ONU-Femmes apporte également son soutien au Nigéria, qui mène actuellement sa première enquête sur les budgets-temps.

51. Open Data Watch travaille avec Data2X pour cartographier le déficit de données sur le genre, en vue de trouver des moyens de combler ce déficit. Un document intitulé « Transforming the data landscape: solutions to close gender data gaps » (Transformer le paysage des données : solutions pour combler le déficit de données sur le genre) a été élaboré. Il présente plus de 140 solutions innovantes qui ont vu le jour ces dernières années en vue d'améliorer les perspectives économiques et l'éducation des femmes, l'environnement, la santé, la sécurité humaine et la participation du public.

52. En ce qui concerne le financement des données sur le genre, Open Data Watch a appuyé la création et la maintenance de la Plateforme d'échange d'informations sur le financement des données au service du développement depuis son lancement en 2021. Au cours de la période 2022-2024, Open Data Watch a dirigé des actions menées dans le cadre de la mise au point et de la maintenance du canal de données sur le genre sur la Plateforme d'échange d'informations, en collaboration avec le portefeuille de financement des données sur le genre du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. Le canal de données sur le genre présente des informations sur les activités de financement pertinentes au regard des données sur le genre menées par des donateurs et des gouvernements nationaux pour tous les pays remplissant les conditions requises pour bénéficier des crédits de l'Association internationale de développement, en vue d'attirer l'attention sur l'importance du renforcement des capacités pour les systèmes inclusifs de données dans les pays les plus vulnérables. En 2023 et 2024, Open Data Watch a élaboré un cadre de résultats spécial nécessaire à l'évaluation de l'incidence du financement des données sur le genre sur les activités et les initiatives liées à l'égalité des genres.

53. Parmi les autres recherches méthodologiques menées par ONU-Femmes, l'attention est appelée sur l'aide qu'elle a apportée au Bureau de statistique du Lesotho pour tester le cadre statistique de mesure des féminicides mis au point par ONU-Femmes en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En outre, en 2024, la CEA, ONU-Femmes et la Banque africaine de développement ont élaboré une boîte à outils sur les données générées dans les situations d'urgence humanitaire, sur la base d'une étude documentaire des

meilleures pratiques et des ressources produites par un certain nombre de parties prenantes. La boîte à outils sera lancée à la cinquième édition du Forum mondial des Nations Unies sur les données en novembre 2024.

C. Établissement de rapports, archivage et diffusion

54. Le portail de données sur le genre lancé par la Banque africaine de développement au cours du Sommet mondial sur le genre, qui s'est tenu à Kigali en décembre 2019, a été intégré en juillet 2024 à l'Autoroute de l'information en Afrique de la Banque et est disponible sur la plateforme de données ouvertes de la Banque, accessible à l'adresse : <https://dataportal.opendataforafrica.org>. La plateforme contient des supports de connaissances sur les statistiques genrées, en particulier en ce qui concerne l'Afrique.

55. La Banque a également conçu le site web de l'Indicateur des inégalités entre les sexes en Afrique afin d'améliorer l'accessibilité de ses données et de ses résultats, ainsi que des rapports et autres supports de connaissances sur l'égalité hommes-femmes de l'Indicateur, y compris les profils de pays qui tiennent compte des différences entre les sexes et les notes d'information sur l'égalité hommes-femmes. Le site web est accessible à l'adresse : <https://agi.afdb.org>

56. ONU-Femmes a appuyé la publication de rapports et de statistiques dans divers domaines, comme indiqué dans le tableau suivant.

Rapports et publications statistiques ayant bénéficié de l'appui d'ONU-Femmes

Type de publication	Année	Pays	Nombres de publications
Rapports sur les enquêtes budgets-temps et bulletins statistiques	2023, 2024	Kenya, Sénégal	2
Enquêtes sur la violence fondée sur le genre et modules sur la violence fondée sur le genre joints à d'autres enquêtes	2023, 2024	Afrique du Sud, Kenya, Sénégal, République-Unie de Tanzanie et Zanzibar (République-Unie de Tanzanie)	5
Dossiers d'enquête sur l'égalité des genres et l'environnement	2024	À l'échelle régionale	1
Lignes directrices techniques et outils pédagogiques	2023, 2024	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et australe	4
Évaluation des données sur le genre	2023, 2024	Évaluations régionales africaines (2) Évaluation régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (1) Évaluation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (1) Évaluations menées au niveau des pays (8)	12
Autres publications sur les femmes et les hommes	2023, 2024	Évaluation régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (1) Zimbabwe (2), Mozambique (10), Niger (1), Zanzibar (République-Unie de Tanzanie) (1), Kenya (5), Rwanda (15), Cameroun (1)	36
Nombre total achevé ou ayant bénéficié d'un appui pendant la période de référence			60

D. Sensibilisation

57. Le Réseau de données sur le genre a organisé un certain nombre de webinaires, dont les suivants :

a) Imprimer un nouvel élan aux objectifs de développement durable grâce aux données sur le genre et inclusives : exploiter le pouvoir des réseaux, organisé le 30 mai 2023 dans le cadre de la série Asia-Pacific Stats Café. Le webinaire a mis en lumière l'état actuel des statistiques genrées dans la région couverte par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ;

b) Le pouvoir caché des données sur le genre : informations fournies par l'équipe DataDelta de l'organisation mondiale de conseil, d'analyse de données et de recherche IDinsight, qui s'est tenu le 23 juillet 2024. Le webinaire a notamment fourni des informations utiles sur l'importance des données sur le genre, présenté des exemples pratiques du travail de l'équipe DataDelta et proposé des stratégies pour mettre en œuvre des pratiques concernant les pratiques tenant compte des questions de genre.

III. Conclusion

58. La mise en œuvre de la troisième phase du programme africain sur les statistiques genrées est en bonne voie, avec l'augmentation du nombre de ses membres à part entière, la reformulation du mandat du groupe africain sur les statistiques genrées et l'intégration proposée à la stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique. Comme le souligne le présent rapport, plusieurs activités ont été menées aux niveaux régional, sous-régional et national afin de promouvoir la production et l'utilisation de données sur le genre, d'appuyer l'élaboration de cadres normatifs et de cadres d'indicateurs, de renforcer les capacités de production de statistiques genrées, d'élaborer des lignes directrices méthodologiques et de boîtes à outils et de produire des supports de connaissances qui améliorent la disponibilité des données sur le genre.

59. Sur fond d'amélioration de la coordination et de l'harmonisation des statistiques genrées dans la région, l'Afrique doit toujours faire face à plusieurs problèmes dans la production et l'utilisation de statistiques genrées de qualité, notamment le caractère fragmenté des données, la limitation des ressources financières, l'inadéquation des statistiques genrées dans des domaines clefs tels que l'environnement et le changement climatique, ainsi que le faible niveau de priorité et le manque de volonté politique. Il est primordial de remédier à ces problèmes pour prendre des décisions éclairées à tous les niveaux et promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sur le continent.

IV. Recommandations pour examen par la Commission de statistique

60. La Commission est invitée :

a) À prendre note de la poursuite des travaux sur la production et l'utilisation de statistiques genrées sur le continent et à appuyer les activités du programme africain sur les statistiques genrées ;

b) À approuver le mandat révisé du groupe africain sur les statistiques genrées ;

c) À donner son aval au Groupe africain sur les statistiques genrées en tant que sous-groupe du Groupe technique spécialisé sur la démographie, la migration, la santé, le développement humain, la protection sociale et le genre, chargé de fournir des orientations stratégiques sur les questions liées au genre à la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique coordonnée par l'Institut panafricain de statistique ;

d) À demander instamment à ses membres de renforcer la coordination, les partenariats et la collaboration entre les différentes parties prenantes des systèmes statistiques régionaux, sous-régionaux et nationaux ;

e) À appeler ses membres à élaborer des stratégies efficaces de mobilisation des ressources pour remédier à l'insuffisance des ressources nécessaires à la production et à l'utilisation de statistiques de qualité sur le genre.
